Le dialogue franco-allemand reste dans l'impasse sur l'euro

Tribune

16 mai 2017

Par Rémi Bourgeot

Malgré le soulagement suscité par la défaite de l'extrême droite, l'idée selon laquelle l'élection présidentielle française marquerait le reflux de la vague populiste apparaît toutefois illusoire. En ce qui concerne ses implications européennes en particulier, l'espoir d'une normalisation de long terme repose sur l'hypothèse que le populisme relèverait d'un simple accès de fièvre politique appelé à se dissiper sous l'effet de réformes structurelles et d'une inflexion fédérale de la politique européenne. La probable persistance du populisme dans les années à venir devrait rendre nécessaire une compréhension politique plus approfondie des déséquilibres européens et des failles qui affectent les économies nationales, en particulier sur le plan technologique.

Les responsables politiques français ont tendance à insister sur la nature symbolique des réformes économiques et sur le besoin d'envoyer les « bons signaux » à Bruxelles et à Berlin. Le principal paradoxe de cette approche administrative tient de ce qu'elle consiste à minimiser les racines des difficultés économiques, ainsi que la nature des changements requis pour combattre le chômage et permettre un certain rattrapage technologique. Ses promoteurs semblent attendre davantage le salut économique d'un tournant institutionnel à l'échelle européenne et de la mise en avant d'une doctrine commune, que d'un rééquilibrage effectif en termes de compétitivité.

Il est fréquent d'entendre, à Paris, qu'Angela Merkel aurait un plan secret visant à procéder à un saut fédéraliste et à mettre en place une sorte d'union de transferts au sein de la zone euro ; ce qui permettrait, dès lors, de desserrer l'étau qui pèse sur l'économie française. Ce plan serait prétendument activé une fois que Paris aurait « fait le boulot » et restauré sa crédibilité, en réduisant son déficit public et en réformant le marché du travail. Bien qu'il puisse sembler, à première vue, que ces attentes découlent d'une connaissance étroite de la politique allemande, elles illustrent davantage l'incompréhension qui tend à s'installer entre les diverses élites européennes.

L'idée de transferts potentiellement illimités est taboue aux yeux d'une large majorité d'Allemands, par-delà les clivages partisans. La mise en place d'un budget commun à la zone euro ou d'un mécanisme d'investissement pourrait être envisagée s'il s'agit de montants limités et si elle s'accompagne de strictes conditions budgétaires. À l'opposé, une construction administrative qui permettrait des transferts massifs ne serait pas seulement l'objet de controverses, elle serait jugée anticonstitutionnelle.

Il ne s'agit en aucun cas de nier l'existence de débats économiques en Allemagne, comme dans les autres pays, ni d'ignorer le fossé qui sépare les diverses écoles de pensée. Néanmoins, la réalité de ces débats ne correspond pas vraiment à la vision que les responsables politiques français attribuent à l'Allemagne en ce qui concerne l'intégration européenne. On peine à trouver outre-Rhin des partisans du type de construction fédérale que l'on présente pourtant

souvent en France comme la vision qu'aurait Berlin pour un avenir radieux où les déficits publics auraient été supprimés. Bien que la campagne d'Emmanuel Macron ait été jugée très positivement par la Grande coalition, l'annonce de son élection a été accompagnée de commentaires acerbes sur le risque que l'Allemagne ait à payer la facture de nouvelles initiatives institutionnelles.[1]

Même Martin Schulz, candidat social-démocrate à la Chancellerie, a pris soin de préciser lorsqu'il discutait de la question d'une mutualisation des dettes publiques à la tête du Parlement européen que ces considérations relevaient de la pure spéculation intellectuelle. Bien qu'il soit clairement opposé à de telles mesures de mise en commun, sa timide incursion intellectuelle dans ce sujet controversé lui vaut de voir sa candidature régulièrement discréditée.

Malgré d'évidentes lignes rouges, de plus en plus d'économistes allemands - bien que toujours minoritaires - déplorent les déséquilibres du modèle économique allemand, dont l'excédent commercial est l'illustration la plus frappante. L'excédent courant allemand s'est approché en 2016 de 9% du PIB (ou environ 300 milliards de dollars, soit plus que l'excédent de la Chine, qui a un PIB environ trois plus important que celui de l'Allemagne). Sur cette base, certains parmi ces économistes préconisent un accroissement des investissements domestiques, ainsi que des hausses de salaires. Leur effort doit naturellement être salué, dans un contexte intellectuel tendu. Il est toutefois d'égale importance que leurs confrères européens ne se complaisent pas dans la contemplation d'improbables constructions institutionnelles.

« Envoyer des signaux positifs à Berlin », comme l'énoncent souvent les responsables français, ne suffirait ni à restaurer la compétitivité française, ni à convaincre l'Allemagne de se lancer dans un système de transferts aussi illimités que les déséquilibres qu'ils seraient censés compenser. Malgré son écrasante victoire, Emmanuel Macron doit faire face à un contexte politique particulièrement troublé. Marine Le Pen s'est montrée à la fois incompétente et incapable de rompre avec la longue tradition d'extrémisme de son parti. En vainquant une adversaire aussi controversée, le nouveau président français ne semble pas avoir obtenu un mandat pour mettre en œuvre des réformes radicales.

Une politique de « signaux positifs » risquerait de produire une nouvelle série de mesures dépourvues de stratégie de fond, conformément à la tendance des quatre dernières décennies. Le besoin de changement pour stimuler une économie française sclérosée est évident, tout comme celui d'un véritable rééquilibrage européen. Les illusions quant au « couple franco-allemand » (ce que les Allemands désignent, au passage, de plus en plus comme une simple « relation » ou « coopération ») risquent de retarder encore davantage les ajustements les plus urgents, en particulier en ce qui concerne les questions industrielles.

Le secteur manufacturier français reste confiné dans une production moyen de gamme depuis une vingtaine d'années. La perte de compétitivité liée à l'introduction de l'euro et à la stratégie allemande connue sous le nom « d'Agenda 2010 » a été amplifiée par le manque de modernisation de l'industrie française. Cet échec ne résulte pas tant d'un manque de capitaux dans le secteur que de décisions d'investissement peu audacieuses, sous le poids d'un fardeau bureaucratique toujours plus important. Le processus d'automation en particulier a pris un retard important sur les autres pays développés. Bien que la robotique soit particulièrement adaptée au secteur automobile - ce qui donne naturellement un avantage à l'Allemagne en la

matière -, le retard français demeure, même en prenant en compte l'effet de spécialisation.

Le populisme nourrit des visions antagonistes qui restent toutefois enfermées dans l'opposition souvent superficielle entre politique de l'offre et politique de la demande. L'idée d'un clivage électoral entre une élite éduquée qui bénéficie de la mondialisation et des couches populaires reléguées aux zones périphériques se confirme statistiquement, aussi bien en France que dans nombreux pays développés. Pour autant, ce constat semble, paradoxalement, perpétuer la vision vaine et caricaturale d'un fossé entre une élite éclairée et une masse de travailleurs qui seraient condamnés à être remplacés par des machines…

Il est vrai que la rigidité du marché du travail français et les coûts salariaux élevés par rapport au positionnement industriel actuel tendent à alimenter le chômage. Mais un phénomène tout aussi inquiétant s'est fait jour en ce qui concerne les décisions d'investissement, alors qu'il apparait que la France souffre de faibles gains de productivité et donc d'une basse croissance potentielle (d'à peine 1% par an) si l'on prend en compte la dynamique démographique du pays.

Une stratégie économique qui se focaliserait uniquement sur la dérégulation du marché du travail et l'abaissement des coûts salariaux permettrait d'abaisser le taux de chômage un certain temps et, dans une certaine mesure, de restaurer des parts de marché à l'exportation. Toutefois, une stratégie qui négligerait le problème de la productivité et de l'évolution technologique ne permettrait pas de remédier aux déséquilibres qui affectent la France et l'Europe. Bien que l'automation détruise certains emplois à court terme, le retard technologique reste la voie la plus certaine vers le chômage de masse sur le long terme.

Le nivellement par le bas qui caractérise actuellement les relations économiques au sein de l'Union européenne, sur le plan salarial et technologique, ne fait pas qu'aggraver les déséquilibres entre pays et entre générations ; il détourne également l'attention des responsables politiques des mesures les plus urgentes en ce qui concerne la modernisation industrielle et l'innovation. Le modèle économique qui domine les politiques de la zone euro depuis ses débuts nourrit une spirale dangereuse. La colère populaire étant probablement loin de s'estomper, il ne semble pas y avoir d'alternative à un rééquilibrage véritable et ambitieux entre pays européens.

[1] « Deutsche Politiker kritisieren Macrons Europapläne », Spiegel Online, 9 Mai 2017

Le chef de l'État intérimaire, Michel Temer, accusé de corruption : où va le Brésil ?

Tribune

19 mai 2017

Par Jean-Jacques Kourliandsky

Suite à la révélation de corruption accusant le président brésilien Michel Temer, oppositions, grande presse et bourse réclament sa démission. L'analyse de Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à l'IRIS.

Ce scandale pourrait-il mener à la destitution ou à la démission du président Michel Temer ? Quelle serait alors l'alternative politique envisageable ?

Les faits reprochés au président pourraient effectivement le conduire à démissionner. À la suite de révélations similaires, le sénateur et président du Parti social-démocrate brésilien (PSDB) - candidat malheureux aux présidentielles de 2014 -, Aecio Neves, vient de se voir retirer son mandat de sénateur. Il a en conséquence démissionné et remis à disposition du PSDB sa charge de président du parti. Sa principale collaboratrice – qui se trouve être sa sœur – est actuellement en prison. Ainsi, pour le même type d'accusation, ce sénateur a été contraint de s'écarter du jeu politique.

Le cas du président Michel Temer est certes différent. En tant que président de la République, il bénéficie d'un statut judiciaire particulier - comme dans d'autres pays. Cela étant, compte-tenu de l'ampleur du scandale, combien de temps va-t-il pouvoir résister ? Déjà une demi-douzaine de demandes de destitution ont été présentées à la justice brésilienne par des parlementaires. Beaucoup d'élus considèrent que la meilleure solution serait que le président présente volontairement sa démission. Néanmoins, si effectivement sous la pression des élus, de la presse – en particulier du groupe Globo, dont le rôle avait déjà été très important en 2016 pour la destitution de Dilma Rousseff – de la bourse et de la rue, Michel Temer démissionnait, une grande inconnue demeurerait : dans quelles conditions le Brésil pourrait-il être dirigé jusqu'aux prochaines élections d'octobre 2018 ? La Constitution prévoit l'organisation d'élections pour suppléer la vacance au sommet de l'État survenue durant les deux premières années d'un mandat présidentiel. Ce délai étant dépassé, c'est au vice-président d'assurer la fin du mandat. Le pays est déjà dans ce cas de figure puisque l'an dernier, la présidente Dilma Rousseff, élue en 2014, a été écartée du pouvoir par un coup d'État parlementaire dont les motivations strictement politiques n'ont rien à voir avec des scandales de corruption - contrairement à ce que disent souvent les médias français. La Constitution ne prévoit pour une nouvelle relève en fin de mandat présidentiel qu'une seule option : l'élection de l'éventuel successeur du chef de l'État, ou du vice-président intérimaire, par un candidat élu par les parlementaires. Or, quand on connaît l'état politique et éthique du Parlement élu en 2014, il est difficile de penser que cette solution serait acceptée comme satisfaisante par les Brésiliens.

La destitution constitutionnelle, au cas où le président refuserait de démissionner, suppose la mise en œuvre d'une procédure initiée par les élus. Dilma Rousseff avait été instruite par une commission d'enquête créée avec l'aval et les encouragements du président du Congrès de l'époque, Eduardo Cunha, actuellement emprisonné pour corruption. Celui-ci, avec une

majorité d'élus eux-mêmes accusés de corruption, avaient écarté la présidente en détournant les dispositifs requis par la Constitution. Cette dernière ne prévoit une relève présidentielle que dans le cas où une violation grave de la Constitution et de la morale publique était constatée. Ce cas de figure pourrait être appliqué avec pertinence pour destituer Michel Temer. Mais cette voie apparait peu crédible compte tenu du sinistre moral, politique et économique ambiant, de même que du discrédit du Parlement et des élus.

En quoi la corruption représente-t-elle un sujet particulièrement sensible au Brésil ?

La corruption est un thème de débat sociétal et politique dans tous les pays se trouvant dans une situation socio-économique compliquée, ce qui est le cas du Brésil. Depuis le rétablissement de la démocratie dans le pays, le fonctionnement du système politique et des règles électorales pose des problèmes récurrents, politiques comme éthiques. Dans ce pays fédéral, le système électoral éclate la représentation partisane. Ainsi, depuis le rétablissement de la démocratie, tous les gouvernements ont été à majorité composite avec des têtes de file venant la plupart du temps du PSDB ou PT (les deux grands partis). Cependant, ces partis ont toujours été très minoritaires au Parlement et ont donc dû négocier avec cinq à dix autres formations, plus ou moins importantes. Bien souvent, des compensations sont exigées par ces alliés de circonstance, ce qui ouvre la voie à toute sorte d'abus et de fait, de corruption.

La réforme politique et électorale est un serpent de mer de la vie politique brésilienne. Tout le monde sait qu'il faudrait assainir la vie politique en modifiant le mode d'élection pour simplifier le fonctionnement de la vie partisane, ainsi que procéder à de profondes réformes institutionnelles. Néanmoins, aucun président n'a eu soit le courage d'affronter les petits partis du Congrès, soit n'a eu la capacité de pouvoir le faire. La crise de l'an dernier a été démonstrative de ces dysfonctionnements. Les députés politiques opposés au programme économique de Dilma Rousseff ont voté sa destitution, alors qu'ils étaient en théorie membres de sa majorité. Ils ont basculé de la majorité vers l'opposition du jour au lendemain, du fait de leur manque de « consistance » idéologique et morale. Dilma Rousseff a fait l'objet d'une manipulation parlementaire et politique visant à l'écarter du pouvoir pour changer de politique économique et sociale. Parallèlement, des collaborateurs des présidents Lula et Rousseff ont été mis en examen et condamnés pour des faits de corruption, relevant du mode de fonctionnement institutionnel brésilien, signalé supra. L'ex-président Lula a fait l'objet de poursuites nombreuses, qui n'ont pas abouti mais qui se sont accentuées depuis l'an dernier.

Mais l'affaire actuelle, qui vise Michel Temer, l'ex-sénateur Aecio Neves, ainsi que leurs amis politiques du PMDB et du PSDB, a révélé qu'une fois lancée, la justice ne peut pas s'arrêter aux affaires concernant le seul PT : tout le système étant gangrené, de fil en aiguille tous les partis politiques sont aujourd'hui sur la sellette. On assiste, comme en Italie avec l'opération « *Mani pulite », à l'explosion du système politique brésilien, ce qui pose trois sortes de problèmes. Le premier concerne la gouvernabilité du pays. Le deuxième a trait au devenir de la démocratie brésilienne. Le troisième concerne les conséquences sur le contexte économique déjà difficile dans lequel est plongé le pays depuis plusieurs années.*

Un an après sa prise de fonction controversée, quel est le bilan global de la présidence Temer ? La multiplication des manifestations illustre-t-elle une crise politique et socio-économique d'une ampleur sans précédent dans le pays ?

Le président Temer est arrivé au pouvoir au terme d'un coup d'État parlementaire, alimenté par un certain nombre d'élus proches des milieux d'affaires et des medias dominants. Ceux-ci considéraient la politique suivie par Dilma Rousseff et le PT comme trop favorable aux catégories populaires, empêchant la mise en œuvre d'une autre politique économique, nécessaire au rétablissement « des grands équilibres ». Selon eux, le Brésil se devait de pratiquer une politique d'austérité, coupant dans les budgets sociaux et d'investissements et réorientée vers les États-Unis et l'Europe.

Conformément à cette orientation, Michel Temer a pris des mesures d'austérité. La plus spectaculaire a consisté à geler le budget de l'État fédéral pendant vingt ans au niveau de celui de 2016. Cela a provoqué des troubles et des revendications sociales, ainsi qu'un regain de popularité pour l'ex-président Lula. Ces mesures n'ont par ailleurs pas redressé la situation de l'économie. La croissance n'est toujours pas au rendez-vous, tandis que le chômage réel s'élève aujourd'hui à 24% de la population active, soit deux points de plus qu'en 2016. La crise que vivait le Brésil à l'époque de Dilma Rousseff, loin de s'atténuer, s'est donc approfondie. C'est peut-être l'une des clefs des révélations faites par le journal brésilien *O Globo*, qui avait aussi été à la manœuvre pour la destitution de Rousseff et que l'on retrouve en première ligne aujourd'hui. Les milieux d'affaires sont insatisfaits. Michel Temer n'a non seulement pas su redresser la situation économique mais il n'a pas réussi non plus à arrêter les processus judiciaires en cours, qui déstabilisent la plupart des grandes entreprises brésiliennes ayant donné de l'argent aux partis politiques. Le délateur à l'origine des déboires de Michel Temer n'est rien moins que Joesey Batista, le patron du numéro 1 mondial de la viande froide, JBS.

Le tournant du Hamas ouvre-t-il la voie à une relance du processus de paix israélo-palestinien ?

Interview

5 mai 2017

Le point de vue de Didier Billion

Alors que le Hamas a annoncé la modification de sa charte, le président palestinien Mahmoud Abbas a été reçu mercredi par Donald Trump à la Maison-Blanche. Le point de vue de Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS.

Quelles sont les principales modifications que le Hamas apporte à sa charte ? Comment interpréter ce changement de position et peut-il être qualifié de revirement historique ?

L'aspect principal des modifications de la charte du Hamas est l'acceptation de la possibilité de créer un État palestinien dans les frontières de 1967. Or, si le Hamas reconnaît ces frontières, cela implique mécaniquement une reconnaissance – même si ce n'est pas affirmé en tant que tel – d'un État israélien. Le Hamas se situe donc sur la même position que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1989, consistant à reconnaître *de facto* la nécessité de deux États, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors. Cette évolution est extrêmement importante même si elle ne vaut pas une reconnaissance *de jure* de l'État d'Israël. Celle-ci n'interviendra qu'à l'aboutissement d'un processus de négociation, dont il faut souhaiter qu'il redémarre réellement. Il faut donc maintenant que ladite communauté internationale saisisse au bond cette avancée pour tenter de réactiver un processus digne de ce nom.

On peut comprendre cette évolution du Hamas par l'évolution de rapports de force qui lui sont aujourd'hui défavorables. Les soutiens les plus forts dont il jouissait, à savoir l'Iran et la Syrie, ont disparu. Le Hamas s'est effectivement désolidarisé de Bachar al-Assad et de Téhéran du fait de la guerre civile syrienne. L'organisation se retrouve donc dans une situation plus difficile, d'autant plus que de nombreuses puissances occidentales – dont la France – la qualifient d'organisation terroriste et refusent tout contact, au moins officiel, avec lui. Le Hamas entretient néanmoins des relations avec des Etats comme la Russie, la Chine ou l'Afrique du Sud. Cet isolement relatif du Hamas l'a donc contraint à faire un pas en avant.

Il est également essentiel de noter que le Hamas ne fait plus référence aux Frères musulmans dans ses déclarations, dont il incarne pourtant la branche palestinienne. Cela marque certainement une volonté de renouer un dialogue avec le maréchal-président Abdel Fattah al-Sissi, ce dans l'espoir que celui-ci lève le blocus égyptien contre Gaza. Si Le Caire prenait cette décision, cela contribuerait alors à affaiblir les positions de l'Etat d'Israël qui, pour sa part, continue à promouvoir une position d'extrême fermeté à l'égard des habitants de la bande de Gaza.

La situation du peuple de Gaza est effroyable et on assiste à son étouffement progressif. En outre, le Fatah de Mahmoud Abbas a également pris des décisions condamnables : réduction de 30 % de la rémunération des fonctionnaires palestiniens travaillant à Gaza et arrêt du paiement, par l'Autorité palestinienne, de l'électricité utilisée par les citoyens gazaouis en provenance

d'Israël.

De plus en plus impopulaire auprès des Palestiniens, qu'espère Mahmoud Abbas en rencontrant Donald Trump ? L'optimisme affiché des deux dirigeants pour trouver un accord de paix est-il crédible ?

Cette visite de Mahmoud Abbas à Washington est l'expression de la dégradation des intérêts du peuple palestinien. M. Abbas est extrêmement affaibli politiquement et de plus en plus critiqué en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, il considère donc que la seule marge de manœuvre qui lui reste est de tenter d'entretenir de bonnes relations avec les États-Unis.

Être reçu directement par Donald Trump reste symboliquement fort. Cependant, leur conférence de presse fut plutôt pitoyable de par le jeu de dupe qu'elle cache : Abbas n'a en réalité plus aucune marge de manœuvre vis-à-vis de Washington. D'autant que les États-Unis, notamment l'administration Trump, montrent un soutien quasi institutionnel à l'égard d'Israël et de Benjamin Netanyahou, qui s'est lui-même rendu à la Maison-Blanche en février. Pour la première fois depuis les accords d'Oslo, un président américain a même évoqué une solution à un seul État. En outre, David Friedman, nouvel ambassadeur américain en Israël nommé par Trump, est un fervent soutien et partisan de la colonisation à outrance. Les dirigeants israéliens évaluent précisément ces évolutions qui leur sont favorables puisque, le 6 février dernier, la Knesset a légalisé l'expropriation de terres privées palestiniennes au profit de colons israéliens, imposant ainsi la loi de Tel-Aviv en terre étrangère et marquant un pas de plus vers l'annexion de la Cisjordanie. Quelque deux mois plus tard, le 30 mars, le gouvernement israélien a autorisé, pour la première fois depuis les accords d'Oslo de 1993, et outre l'extension des colonies existantes, l'établissement d'une nouvelle colonie en Cisjordanie. Ces décisions indiquent la porosité qui prévaut désormais entre la droite et l'extrême droite israéliennes, qui n'ont de cesse de mettre en œuvre un processus d'annexion, au détriment de l'idée même d'un État palestinien.

Ainsi, personne ni du côté israélien, ni américain, ne parle de relance des négociations.

Lors de sa rencontre avec Mahmoud Abbas, Donald Trump a affirmé ne trouver rien de plus stimulant que de résoudre une situation présentée comme insoluble. Par son égo surdimensionné, le président américain commet une lourde erreur en croyant pouvoir résoudre seul un problème de cette dimension. Quant à Abbas, son attitude est dramatique, au sens où il feint de croire que Trump peut être partie à une solution positive. Ce n'est évident pas le cas, car une solution au conflit israélo-palestinien ne pourra se faire que dans le cadre international et des résolutions de l'ONU et l'instauration d'un rapport de force à l'égard de la puissance occupante que Trump ne veut mettre en œuvre.

Ce jeu de dupes est donc l'expression de l'impasse dans laquelle se trouve l'Autorité palestinienne, qui n'a plus d'autorité que le nom.

Depuis plus de deux semaines, des détenus palestiniens dans des prisons israéliennes sont en grève de la faim. Qui sont ces prisonniers et quelles sont leurs revendications ? Peuvent-ils réussir à faire pression sur le gouvernement israélien ou ce dernier reste-t-il intransigeant ?

Depuis près de deux semaines, plus 1 000 prisonniers politiques – dénommés « prisonniers de sécurité » par Israël – sont en grève de la faim, sur un total de 6 500 détenus. Cette grève a été lancée à l'instigation de Marwan Barghouti, dirigeant palestinien jouissant d'une très forte popularité. Il a déjà été condamné à cinq reprises à la prison à perpétuité, ce qui montre l'absurdité de soi-disant justice israélienne. Les revendications des prisonniers sont élémentaires : avoir droit au moins deux fois par mois à des visites familiales – actuellement réduites à une seule –; avoir accès à un téléphone ; bénéficier de soins médicaux ; ne plus être mis à l'isolement. Or, les grévistes ont justement été isolés et nous restons sans nouvelles précises à leur sujet. Des dirigeants israéliens ont évoqué l'éventualité de les nourrir de force si le mouvement se poursuivait.

Seuls, ces grévistes ne seront pas en mesure de faire plier le gouvernement israélien. Pour cela, il faut qu'un mouvement de solidarité internationale se développe dans les meilleurs délais. Certaines réactions des membres de la coalition gouvernementale font froid dans le dos. Par exemple, le Foyer juif, parti d'extrême droite du ministre de l'Éducation Naftali Bennett, a organisé un barbecue géant devant la prison d'Ofer… de quoi donner une idée du cynisme de certains partis et dirigeants israéliens. Quant au parti *Israel Beytenou* du ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Avigdor Lieberman, il n'a pas hésité à rappeler la situation des prisonniers politiques irlandais sous Margaret Thatcher, que cette dernière a laissé mourir de faim... Si telle est la solution préconisée par le gouvernement israélien, il y a de quoi s'inquiéter.

Aussi importante que soit cette grève de la faim et le mouvement de solidarité dans la société palestinienne (une grève générale en Cisjordanie a été massivement suivie), les détenus ne pourront pas faire plier seuls le gouvernement israélien. Pourtant, ces revendications élémentaires correspondent simplement à l'application du droit international humanitaire et de la Convention de Genève. Le pire est donc à craindre au vu de la situation d'autisme politique israélien. La vie de ces grévistes est véritablement en jeu, d'où la nécessité de faire connaître leurs revendications.

Young women participating in conflict must actively participate in post-conflict stabilisation

Despite the increasing direct involvement of young women in conflict, efforts to engage them in disarmament, demobilisation and reintegration programmes seem ineffective

Date: 11 May 2017

By Anastasia Voronkova, Editor, *Armed Conflict Survey*; Research Fellow for Armed Conflict and Armed Conflict Database

According to recent data from the United Nations Development Programme (UNDP), young women make up 10–30% of armed forces and armed groups worldwide. Young women are involved in violence or the provision of support to armed groups worldwide and in various roles. These can be leadership roles or specialised roles (such as suicide attackers), but also non-combatant, support roles in organisations including the Kurdistan Workers' Party (PKK), the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, and Boko Haram.

Poor economic conditions and the comparatively low opportunity cost of joining an armed movement typically increase the potential for recruiting alienated youth, particularly in regions struggling to meet the growing demands for education, employment, opportunities and resources that would otherwise enable the transition to adulthood. In certain cases, such as the Democratic Republic of the Congo and the Central African Republic, armed groups are perceived to have fought for and have access to greater economic resources than much of the local population. Young women may therefore be motivated to join more by the possibility of profiting from a higher economic and social status, than by a close ideological affinity with the armed group. In many countries, including Eritrea, Rwanda and Liberia, the abduction or coercion of young women constitutes a common recruitment tactic. Yet, despite women's increasing involvement in conflict, efforts to engage them at all levels of post-conflict stabilisation initiatives have so far been insufficient and largely ineffective.

One of the persistent difficulties that young female recruits to armed groups face is that disarmament, demobilisation and reintegration (DDR) programmes frequently fail to recognise them and address issues specific to their needs – in part because they are not always visible on

the front line, and they constitute a minority group. Yet such groups have the potential to influence post-conflict environments and behaviour both in conflict- and peace-inducing ways. In Sudan, members of the Sudanese Women's Voice for Peace played a critical role in securing the delivery of humanitarian aid to hard-to-reach zones during the early stages of the conflict.

While (ex)-combatant young women may have important contributions to make to post-conflict stabilisation, for example through the creation of and participation in civil society organisations that facilitate links between members of opposing communities, there is very little evidence that they are actively encouraged to do so. A review of 31 major peace processes between 1992 and 2011 showed that women made up only 4% of signatories, 2.4% of chief mediators, 3.7% of witnesses and 9% of negotiators.

Interviews of female ex-combatants in Liberia and Sierra Leone reveal fear of stigmatisation, social exclusion and lack of information as the main reasons behind the low uptake of DDR programmes. The fact that carrying weapons is often a key criterion for taking part also increases the risk of the non-inclusion of female youth. Success stories for such initiatives are very hard to find. Engaging experts and practitioners at all levels, conducting targeted information campaigns, listening to the views of female youth and building on the experiences they have gained as conflict participants are all crucial for engaging women in DDR programmes – which will give them more opportunities to participate in post-conflict stabilisation.

This article is part of our content to accompany the launch of the *Armed Conflict Survey 2017*, which provides in-depth analysis of the key political, military and humanitarian developments and trends in all active armed conflicts, as well as data on fatalities, refugees and internally displaced persons. The *Armed Conflict Survey* was launched at Arundel House on 9 May.

The Venice Biennale Contemporary art gets a conscience

Why the most important event in the international art calendar is being called the "hippy" Biennale

Print edition | Books and arts

May 20th 2017| VENICE

IN A disused medieval rope factory in Venice a canvas swag and reels of coloured thread hang from the ceiling. Various visitors, mostly women, perch on stools around it, stitching on items they have taken from their pockets and their handbags. Others wait to join in. This is a work of art by David Medalla, a 75-year-old artist from the Philippines. It is "participatory", like many of the pieces around it. In art circles this means it is about the creativity of everyone rather than the genius of the individual; the use of domestic materials and techniques confers dignity on work that is mostly done by women and low-tech labour.

The Venice Biennale, which opened on May 13th, is the most important event in the international art calendar. It was founded in 1895, initially to champion living Italian artists, and, apart from interruptions during the first and second world wars, it has taken place ever since. The inauguration of the first national pavilion, Belgium's, in 1907, turned the Biennale into the art equivalent of a world fair; 86 countries now have an official display.

Part of what gives the Venice Biennale its energy is that no single entity controls either the art or how it is funded. The city provides the showcase, the artists the show. National institutions, such as the British Council, do their bit. But more is needed. Although the Biennale's own art-sales office was closed in 1968, international galleries, private collectors and wealthy donors are all involved—sometimes working closely together, sometimes not.

The Biennale can make stars of artists and curators. Robert Rauschenberg's pre-eminence (and the sign that the balance of power in the post-war art world had shifted from Paris to New York) was confirmed in 1964 when he became the first American to win the main prize, the Golden Lion. Harald Szeemann, the Swiss art historian who directed the Biennale's central exhibition in 1999 and 2001, marked the rise of the "supercurator". Those judged to have their fingers on the zeitgeist are keenly studied by curators and dealers alike.

This year's Biennale may well be the biggest ever. Christine Macel, chief curator of the Pompidou Centre in Paris, has spread the work of 120 artists over two huge spaces for the central exhibition. In addition to the national pavilions, 45 other shows are dotted around the city, some very big. The Gallerie dell'Accademia has hung 75 works by Philip Guston, an American artist, who died in 1980. His near contemporary, Mark Tobey, has a show of 70 works at the Peggy Guggenheim Collection and Damien Hirst, a British artist, is showing over 200 works in the François Pinault Foundation's two galleries.

In contrast with the fierce anti-capitalism of the 2015 Biennale, Venice this year is awash with social conscience. Spain, the Netherlands, Israel, Iraq, Tunisia, Australia, Taiwan, Poland, the "stateless" NSK Pavilion and the Diaspora Pavilion are among the many exhibitions dealing with social issues, from housing to migration.

This trend is most visible in Ms Macel's "Viva Arte Viva" ("Long live living art"). Some works celebrate indigenous peoples, others ecology and women's sexuality from a feminist point of view; there is a lot of knotting, knitting, felt and other fabric (pictured). Macramé was also spotted. Much is inspired by collaboration and communities, refugees and fears about rising nationalism. Ms Macel has sought out artists from the margins, many of them forgotten, older or dead. Most are barely known. Over 100 of the 120 she has selected have never displayed in the Biennale's main exhibition before.

Ms Macel says her show is a reaction to "individualism and indifference". She is more interested in artists who want to change the world than in the stars favoured by the art market. The exhibition is only 30 minutes' walk, but a million miles away in intention, from Damien Hirst's luxuriously presented "Treasures from the Wreck of the Unbelievable", where all the works—in silver, gold, precious stones, marble, malachite and bronze—are for sale at prices that range from $500,000 to $5m.

For some visitors, such as Patrizia Sandretto Re Rebaudengo, an energetic collector with her own art foundation in Turin, “Viva Arte Viva” is a “generous and Utopian” exhibition. Others have been less kind, dubbing it the “hippy Biennale”. It is clearly a corrective to the slick, clever and sometimes cynical work made by the likes of Mr Hirst and sold by the big commercial galleries. The trouble is that a lot of it feels preachy and flat. It is hard to take seriously a film in which Anna Halprin, a 96-year-old American artist, leads troupes of followers in a “healing” dance, an action to “reclaim” Mount Tamalpais near San Francisco where several women were murdered in the late 1970s and early 1980s.

Olafur Eliasson, a well-known Icelandic artist, has bused in refugees from the mainland to provide (unpaid) help to make small lanterns for his ecological Green Light Project. The public is invited to work with the migrants, since it takes two to make each lamp. Another work, a huge crocheted tent by Ernesto Neto, is a collaboration with the Amazonian Huni Kuin people, who perform occasional rituals before visitors who sit cross-legged within. These works, which emphasise collaboration and co-operation, are well intentioned, but the exhibition is so crowded that, instead of participating, most viewers just shuffle past, as if at a human zoo.

Art of the menace

The most successful pieces pack an emotional punch. In the German pavilion, which won the top prize for best national presentation, Anne Imhof has installed a slippery glass floor a few feet above ground level, which is lit a brilliant white (pictured). Visitors step gingerly across, looking down at bits of dirty cotton wool, phone cables, amplifiers, hospital sinks, broken eggs and unsettling brown stains. Then performers (young, black-clad and androgynous) begin to move under the floor. It is disturbing to feel you are walking over your fellow human beings while outside pairs of Dobermans are held in large metal cages. The meaning of the piece is elusive, but its menace is palpable and hard to forget.

In the American pavilion melancholy blackish-purple works by Mark Bradford, an African-American artist, refer obliquely to slavery and the migration crisis. Mr Bradford, an eloquent advocate, is also actively engaged in social projects in his native Los Angeles and in a women's prison in Venice, but he says that this "is about working with people long term" and "listening and signing the cheques for what they want", not about "co-opting people" into his own artistic practice.

In the Swiss pavilion a slow film shows an 81-year-old man telling the story of his mother, Flora Mayo, as a young artist. In the late 1920s she collaborated with the young Alberto Giacometti, who was also her lover. But she has barely been mentioned since except for a short, derogatory entry in James Lord's admired (and admiring) biography of the Swiss artist which was published in 1985. The film's underlying message is about how women are often written out of history; but what makes it powerful is that it is an elegy to time passing, to the sadness of wasted talent and the pain endured within families.

Meanwhile, in the South African pavilion, Candice Breitz filmed two Hollywood stars, Julianne Moore and Alec Baldwin, acting out real statements from refugees: a woman locked in a smuggler's truck, a man fleeing charges of heresy, another terrified of being outed as gay. It is uncomfortable to hear the normally jocular Mr Baldwin saying with sincerity: "I really admire actors for the work you do," and "Thank you, Alec, for taking part in this project." Yet honest visitors admitted to be more fascinated by the highly emotive edited performances of the Hollywood stars than by the rather dull videos of the real refugees which are revealed in a second gallery.

By the time the Biennale closes in late November, more than 500,000 visitors will have made their way through it. Many can be expected to be just as liberal or international in their outlook as those who were invited for the preview week and treated as VIPs. The problem is that so many idealistic artists, even in this curated gathering, produce work that is simplistic and visually unexciting.

That may partly explain why some visitors still cleave to work that is glossy and glamorous, and fail to understand why more and more people find its moneyed character distasteful. The objects most commonly sewn on to Mr Medalla's "A Stitch in Time" were business cards, not the meaningful embellishments the artist intended. Meanwhile, staff preparing a lavish party for François Pinault, an art collector, a major investor in luxury-goods firms, a backer of Mr Hirst's show and the owner of Christie's auction house, became anxious lest the 50 lemon trees brought in to decorate the venue looked less than fruitful. Orders were given for hundreds of plump extra lemons to be hand-tied to their branches. Despite the glasses raised to art and idealism at Venice, nothing illustrated the contrast between the rich and poor, the VIPs and the artists than the sight the next day of so many of those lemons, discarded and bobbing in the lagoon around San Giorgio Maggiore.